

# L'éducation au service de la division du salariat

PAR MARINE ROUSSILLON, MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DU PCF, RESPONSABLE DU RÉSEAU ÉCOLE.

La crise actuelle met en évidence l'unité du salariat : face au capitalisme financier, les peuples sont rassemblés par des intérêts communs. Mais dans le même temps, la montée de la précarité et du chômage attise la peur de l'autre. Dans ce contexte, les réformes subies par le système éducatif ont un fort enjeu de classe : elles travaillent à la division du salariat d'aujourd'hui et de demain, pour empêcher la constitution de fronts de lutte et éloigner toute perspective de transformation progressiste de la société.

Une campagne idéologique vise à imposer l'idée fausse que les enfants des classes populaires feraient « *baisser le niveau* » pour monter les familles les unes contre les autres. La droite s'appuie sur les peurs existantes pour casser l'éducation nationale et construire une nouvelle école qui aggrave les divisions du salariat. L'autonomie des établissements, associée à des distinctions de contenus (les programmes ne doivent plus être enseignés à tous les élèves : pour les plus faibles ou les plus difficiles, on peut se contenter du minimum, le « *socle commun* »), permet de mettre en place des formations différenciées selon les territoires et les publics visés. À terme, ces réformes veulent remplacer l'éducation commune délivrée par le service public par deux écoles distinctes : d'un côté, les écoles du socle commun, limitée à la scolarité obligatoire et formant un salariat destiné

aux tâches d'exécution ; de l'autre, les écoles du programme et une scolarité étendue jusqu'à bac + 3 pour former les salariés destinés aux tâches d'encadrement. En réformant l'éducation, la droite construit un salariat clivé, sans culture commune.

En outre, les formations de plus en plus diversifiées (avec la prolifération des options et la réduction du socle et du tronc commun au minimum) sont validées de manière de plus en plus individualisée. La mise en place de livrets individuels de

« Dans ce nouveau partage de l'accès aux savoirs, personne n'est gagnant. »

compétences, de la maternelle jusqu'à la licence, vise à casser les diplômes nationaux. Les futurs salariés n'auront ainsi plus les moyens de faire reconnaître une même formation par une même qualification et donc par des droits identiques, notamment en termes de salaire : sans fondement pour mener des luttes collectives, ils seront isolés face au patronat.

Dans ce nouveau partage de l'accès aux savoirs, personne n'est gagnant. Si l'école ne remplit plus sa mission, ce sera aux familles d'assurer la réussite de leurs enfants à coups d'aide aux devoirs, de cours particuliers, de choix d'établissement ou d'orientation : tous les parents

seront perdants, qu'ils aient ou non les moyens (culturels et financiers) d'aider leurs enfants. Si les salariés n'ont plus la possibilité de construire des revendications collectives, c'est l'ensemble des conditions de travail qui en souffrira : tous les salariés seront perdants, quel que soit leur niveau d'études. Enfin, comment une école qui entretient la peur de l'autre, sépare et divise peut-elle préparer les futurs citoyens à la vie en commun ? À terme, c'est bien toute la société qui y perdra.

En opposant entre eux les élèves, les familles et les territoires, les réformes de l'éducation visent la formation d'un salariat clivé, d'une classe ouvrière divisée. C'est pourquoi l'éducation est aujourd'hui un enjeu central de la lutte des classes. Il n'y aura pas de transformation progressiste de l'école et de toute la société sans l'alliance des différentes couches du salariat : dès la rentrée, et dans toutes les luttes sociales et électorales à venir, ne laissons pas le combat pour l'école aux seuls enseignants.

Parents, salariés, citoyens, battons-nous ensemble pour une école qui transmette à tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale ou géographique, les savoirs nécessaires aux futurs citoyens et travailleurs : une école qui ne délègue pas l'apprentissage des savoirs scolaires aux familles, qui délivre des formations reconnues par des diplômes nationaux et qui construise une culture commune émancipatrice.